Maternalisme, conflit de classes et les débuts de l'heure avancée à Trois-Rivières, de 1918 à 1937

Jarrett Rudy

Volume 66, numéro 3-4, hiver-printemps 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1025535ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1025535ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rudy, J. (2013). Maternalisme, conflit de classes et les débuts de l'heure avancée à Trois-Rivières, de 1918 à 1937. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 66(3-4), 395-417. <https://doi.org/10.7202/1025535ar>

Résumé de l'article

Ce texte étudie les débuts de l'heure avancée à Trois-Rivières. Après avoir retracé les origines de l'heure avancée en Angleterre et sa mise en oeuvre initiale au Canada pendant la Première Guerre mondiale, cet article se concentre sur les deux référendums sur l'heure avancée tenus à Trois-Rivières (en 1922 et en 1937). Cette mesure, rejetée par une importante majorité lors du premier référendum, a bénéficié de l'appui de la majorité au cours du deuxième référendum, mettant essentiellement fin au débat public sur la question. Cet article, qui analyse à l'échelle locale un phénomène international, explore les enjeux constitutionnels, culturels et sociaux ainsi que les idéologies qui ont posé le cadre des débats entourant la normalisation du temps. Nous affirmons que les débuts de l'heure avancée à Trois-Rivières ont été marqués par le fédéralisme canadien, le pouvoir des employeurs, le maternalisme de l'Église catholique, l'émergence d'une culture de masse et, à un moindre degré, les croyances que cette mesure venait déifier l'autorité divine.

Maternalisme, conflit de classes et les débuts de l'heure avancée à Trois-Rivières, de 1918 à 1937¹

JARRETT RUDY
*Département d'histoire
Université McGill*

RÉSUMÉ • Ce texte étudie les débuts de l'heure avancée à Trois-Rivières. Après avoir retracé les origines de l'heure avancée en Angleterre et sa mise en œuvre initiale au Canada pendant la Première Guerre mondiale, cet article se concentre sur les deux référendums sur l'heure avancée tenus à Trois-Rivières (en 1922 et en 1937). Cette mesure, rejetée par une importante majorité lors du premier référendum, a bénéficié de l'appui de la majorité au cours du deuxième référendum, mettant essentiellement fin au débat public sur la question. Cet article, qui analyse à l'échelle locale un phénomène international, explore les enjeux constitutionnels, culturels et sociaux ainsi que les idéologies qui ont posé le cadre des débats entourant la normalisation du temps. Nous affirmons que les débuts de l'heure avancée à Trois-Rivières ont été marqués par le fédéralisme canadien, le pouvoir des employeurs, le maternalisme de l'Église catholique, l'émergence d'une culture de masse et, à un moindre degré, les croyances que cette mesure venait défier l'autorité divine.

1. Le présent article a bénéficié du soutien financier du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (programmes de Soutien aux équipes de recherche et Établissement de nouveaux professeurs-chercheurs) ainsi que de la fondation Fulbright Canada par l'entremise d'une Chaire en études québécoises à SUNY-Plattsburgh (2014). J'aimerais également remercier Cynthia Kelly pour son travail de révision et ses commentaires ainsi que Rachel Abs, Amélie Bourbeau, Alexander Dezan, Mélissa Dion, Alicia Dotiwalla, Rémi Lefrançois, Austin Milne et Matthew Vasilev pour leur soutien à la recherche, de même que Cécile Lamy et Manon Tessier (Service des Archives de la Ville de Trois-Rivières), Claude Jutras (Les archives des Ursulines de Trois-Rivières), Suzanne Girard et Martine Maher-Bussièrres (Service des archives, Séminaire Saint-Joseph) qui m'ont généreusement donné accès à leurs riches collections d'archives. Ce texte a été amélioré grâce à des discussions avec des membres du Groupe d'histoire de Montréal et Christopher Kirkey ainsi qu'aux commentaires des lecteurs anonymes de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*.

ABSTRACT • This article looks at the beginnings of daylight saving time in Trois-Rivières. After tracing daylight saving time's roots to England and its initial use in Canada during the First World War, the article centres on Trois-Rivières's two daylight saving time referenda (1922 and 1937). In the first, a large majority defeated the measure and in the second, it received majority support, ending most public debate on the question. As a local study of an international phenomenon, the article explores the constitutional, cultural, class and gender issues and ideologies that framed these debates about time standardization. It argues that the beginnings of daylight saving time in Trois-Rivières were framed by Canadian federalism, employers' power, the Catholic Church's maternalism, the rise of mass culture and, to a lesser extent, beliefs that the measure was an attack on God's authority.

En 1922 et 1937, Trois-Rivières a tenu deux référendums sur l'heure avancée qui ont provoqué les plus importants débats sur la question de l'heure de toute l'histoire de la ville. Lors du premier référendum, la mesure a été rejetée par une écrasante majorité de citoyens, contrairement au deuxième référendum, où la majorité s'est clairement prononcée en faveur de l'heure avancée. Ces référendums s'inscrivent dans le cadre d'une profonde transformation de la conception du temps dans les cultures occidentales amorcée au milieu du XIX^e siècle. Au lieu d'utiliser l'heure locale, établie à l'aide de méthodes telles que les cadrans solaires et les cartes du ciel, le monde avait adopté un nouveau système, qui divisait la Terre en 24 fuseaux horaires, séparés de 15 degrés de longitude. Si la transition à l'heure normale signifiait que la plupart des collectivités devaient rajuster leurs horloges d'une trentaine de minutes seulement par rapport à l'heure locale, le passage à l'heure d'été nécessitait d'avancer les aiguilles d'une heure supplémentaire par rapport à l'heure normale et a provoqué des débats beaucoup plus intenses².

Ce vaste processus de normalisation de l'heure a souvent été considéré comme un jalon essentiel de la modernité, marquant le moment où, pour comprendre le temps et régler ses horloges, le monde occidental s'est détourné de l'autorité de Dieu et de la nature pour accepter à la place l'autorité de la science et des puissantes institutions laïques³. Sur la scène internationale, les historiens ont étudié le long processus de normalisation du temps en explorant les ententes internationales sur l'heure, la vente

2. Jarrett Rudy, « Standardization of Time in Quebec: Railways, the Catholic Church, and the Law, 1855-1920 », présenté à l'occasion de la réunion annuelle de la Société historique du Canada, Victoria, C.-B., 2013.

3. Anthony Giddens, *The Consequences of Modernity* (Stanford, Stanford University Press, 1991); Michael O'Malley, *Keeping Watch: A History of American Time* (New York, Penguin Books, 1990).

de services de mesure du temps dans les observatoires ainsi que les mouvements philosophiques et culturels vers la simultanéité⁴. Les historiens sociaux qui ont étudié la normalisation du temps se sont concentrés sur les histoires nationales dans le but de vérifier les conséquences réelles de ces ententes politiques et de ces idées⁵. Au Canada, la normalisation du temps a été étudiée d'abord au travers des biographies du Canadien Sandford Fleming, que certains considèrent comme l'inventeur de l'heure normale, et ensuite de l'histoire des services de mesure du temps canadiens (le prédécesseur du Conseil national de recherches du Canada)⁶. Cependant, dans la majeure partie de l'Amérique du Nord, la normalisation de l'heure s'est produite à l'échelle municipale⁷. L'étude des débuts de l'heure avancée à Trois-Rivières nous permet de mieux comprendre le déroulement du processus de normalisation de l'heure ainsi que l'influence surprenante des contextes sociaux locaux sur l'accueil que les populations ont réservé à la normalisation de l'heure.

L'adoption de l'heure avancée s'inscrit dans le cadre de ce que l'historien René Hardy a appelé la « révolution culturelle » de Trois-Rivières pendant la première moitié du XX^e siècle⁸. Les nouvelles technologies de transport et de communication ainsi que l'industrialisation ont transformé les relations socioculturelles et limité le contrôle social de l'Église catholique⁹. Comme partout ailleurs en Amérique du Nord, l'heure avancée a été vantée à Trois-Rivières comme le fruit de la modernité : ses partisans

4. Ian K. Bartky, *One Time Fits All : The Campaigns for Global Uniformity* (Stanford, California, Stanford University Press, 2007); Ian K. Bartky, *Selling the True Time : Nineteenth-Century Timekeeping in America* (Stanford, California, Stanford University Press, 2000); Stephen Kern, *The Culture of Time and Space, 1880-1918* (Cambridge, Cambridge University Press, 1983); Peter Galison, *Einstein's Clocks, Poincaré's Maps : Empires of Time* (New York, W.W. Norton, 2003); Jacques Gapaillard, *Histoire de l'heure en France* (Paris, Vuibert/ADAPT-SNES, 2011).

5. Graeme Davison, *The Unforgiving Minute : How Australians learned to tell the time* (Melbourne, Oxford University Press, 1993); Stefan Tanaka, *New Times in Modern Japan* (Princeton, Princeton University Press, 2006); Alexis McCrossen, *Marking Modern Times : A History of Clocks, Watches, and Other Timekeepers in American Life* (Chicago, University of Chicago Press, 2013).

6. L. J. Burpee, *Sandford Fleming : empire builder* (London, Oxford University Press, 1915); Clark Blaise, *Time Lord : The remarkable Canadian who missed his train, and changed the world* (Toronto, Vintage Canada, 2001); Malcolm M. Thomson, *The Beginning of the Long Dash : a history of timekeeping in Canada* (Toronto, University of Toronto Press, 1978); Mario Crete, « Sandford Fleming and Standard Time », *Scientia Canadensis : revue canadienne d'histoire des sciences, des techniques et de la médecine*, 14, 1-2 (1990) : 66-89.

7. Pour une étude comparative sur les changements d'heure dans deux villes traitant des différences de réception de ce projet international à l'échelle locale, voir Vanessa Oglo, « Whose Time Is It? The Pluralization of Time and the Global Condition, 1870-1940s », *American Historical Review*, 118, 5 (décembre 2013) : 1376-1402.

8. René Hardy, « Une culture de plus en plus urbaine », dans René Hardy et Normand Séguin, *Histoire de la Mauricie*. (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004), 792.

9. *Ibid.*

affirmaient qu'elle améliorerait la qualité de vie grâce aux progrès technologiques et à l'intégration de la technologie au sein de la société.

Pourtant, l'heure avancée ne manquait pas de détracteurs. Comme dans d'autres régions de la province, les représentants de l'Église catholique et les journalistes se trouvaient au cœur de l'opposition, bien qu'ils aient employé des méthodes spécifiques à Trois-Rivières. Si les personnages publics intimement liés à l'Église ont utilisé de nombreux arguments contre l'heure avancée, leur principale préoccupation était informée par le maternalisme de l'Église c'est-à-dire qu'elle portait sur les effets que la mesure pouvait avoir sur les enfants¹⁰. Au plus fort de l'opposition publique de l'Église contre le vote des femmes, les responsables ecclésiastiques ont été jusqu'à concevoir un système permettant à toutes les religieuses de voter dans le cadre des référendums trifluviens sur l'heure avancée. Compte tenu de l'expansion du nombre de femmes dans les communautés religieuses, il s'agissait clairement d'une tentative pour faire pencher la balance contre l'heure avancée¹¹. Par conséquent, cet article nous amène à repenser les campagnes menées par l'Église contre le droit de vote des femmes au Québec¹².

Trois-Rivières faisait partie d'un groupe de municipalités québécoises qui ont démocratiquement rejeté l'heure avancée au début des années 1920. Comme dans la plupart de ces villes, les industries et les commerçants de Trois-Rivières ont tout de même instauré l'heure avancée. Mais contrairement à un grand nombre de ces communautés, les protestations contre la décision du gouvernement municipal d'ignorer les résultats du référendum de 1922 reposaient sur une conscience accrue

10. À ce sujet, voir Karine Hébert, « Une organisation maternaliste au Québec : la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52, 3 (hiver 1999) : 315-344.

11. René Hardy écrit que jusqu'en 1939, le nombre d'hommes et de femmes dans les communautés religieuses de Trois-Rivières a augmenté beaucoup plus rapidement que l'ensemble de la population. Voir R. Hardy et N. Séguin, *op. cit.*, 707.

12. Le conflit de 1922 a fait l'objet de nombreuses études de la part des historiens. Pour obtenir une idée des différentes perspectives, voir Yolande Pinard, Marie Lavigne et Jennifer Stodard, « La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste au début du 20^e siècle », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Les femmes dans la société québécoise* (Montréal, Boréal Express, 1977), 89-108 ; Karine Hébert, « Une organisation maternaliste au Québec » ; et Yolande Cohen et Hubert Villeneuve, « La Fédération nationale Saint-Jean Baptiste, le droit de vote et l'avancement du statut civique et politique des femmes au Québec », *Histoire sociale/Social History*, 46, 91 (mai 2013) : 121-144. Au sujet du mouvement pour le suffrage des femmes, voir Elizabeth Kirkland, *Mothering citizens : elite women in Montreal, 1890-1914*, Thèse de doctorat, Département d'histoire, Université McGill, 2011. Au sujet du droit de vote des femmes pendant la première moitié du XIX^e siècle, voir Bettina Bradbury, *Wife to Widow : Lives, Laws, and Politics in Nineteenth-Century Montreal* (Vancouver, University of British Columbia Press), 2011.

des inégalités de classe et l'opposition d'une partie de la classe ouvrière¹³. Quels sont les facteurs qui expliquent la croissance de l'appui du public en faveur de l'heure avancée en 1937? Si les changements au sein de l'Église catholique et les préoccupations concernant l'uniformité du temps peuvent expliquer en partie les résultats favorables du référendum sur l'heure avancée de 1937, le soutien ouvert de la classe ouvrière à l'heure avancée constitue la différence la plus visible entre les deux référendums. Nous croyons que les membres de la classe ouvrière ont changé leur vote parce que les nouvelles activités de loisirs (telles la radio et le cinéma) régulaient le temps de manière beaucoup plus agréable, et parfois plus intime, que la discipline de travail des usines (les usines ayant été les premières à promouvoir l'heure avancée)¹⁴.

En 1907, l'entrepreneur en construction britannique William Willett a publié le pamphlet «*The Waste of Daylight*», dans lequel il a lancé l'idée de l'heure avancée dans une grande partie du monde occidental. Dans ce document, il affirmait que le soleil se lève plus tôt au printemps et en été et que la plupart des gens, qui restent couchés dans leur lit, gaspillent ces heures de lumière naturelle. Donc si nous avançons l'heure au printemps et la reculons à la fin de l'été, la société en retirerait trois bénéfices. Premièrement, les travailleurs disposeraient de plus de temps à la fin de leur journée de travail pour s'adonner à des activités respectables, telles que jouer avec leurs enfants, jardiner ou lire. Deuxièmement, l'heure avancée permettrait aux gens de passer plus de temps à l'extérieur, ce qui était considéré bon pour la santé de tous. Enfin, le fait d'avancer l'heure permettrait aux municipalités et aux usines d'économiser de l'argent puisque les rues et les usines seraient éclairées par la lumière naturelle au lieu d'utiliser un éclairage électrique¹⁵.

Toutefois, ces arguments n'étaient pas suffisants pour convaincre le Canada ou d'autres pays de passer à l'heure avancée. Tout comme les gouvernements d'Allemagne, de France et d'Angleterre, le Parlement canadien a adopté l'heure avancée pendant la Première Guerre mondiale

13. L'expérience de Trois-Rivières est très différente de celle de Montréal, par exemple. Voir Jarrett Rudy, «*Do You Have the Time? Modernity, Democracy, and the Beginnings of Daylight Saving Time in Montreal, 1907-1928*», *Canadian Historical Review*, 93, 4 (décembre 2012) : 531-554.

14. La référence classique sur le travail et la discipline du temps est E. P. Thompson, «*Time, Work-Discipline, and Industrial Capitalism*», *Past and Present*, 38 (décembre 1967) : 56-97. Pour une étude de cas sur le travail et le temps à Trois-Rivières, voir Gilles Pronovost et Pierre Girard, «*Temps industriel et temps libre à Trois-Rivières : une étude de cas*», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 41, 2 (1987) : 205-232.

15. William Willett, *The Waste of Daylight* (London, 1907).

parce qu'il pensait que cette mesure permettrait de réaliser des économies d'électricité. Lorsque la question a été débattue à la Chambre des communes en 1918, tant les députés du Québec que ceux du reste du pays étaient divisés : les députés des régions rurales étaient opposés à la mesure tandis que les députés urbains lui étaient favorables. Mais au moment du vote, les députés ruraux en faveur de la guerre ont mis de côté leur opposition et ont soutenu la mesure pour contribuer à l'effort de guerre (le député de Trois-Rivières, Jacques Bureau, était absent pendant les débats). En raison de son lien avec la guerre et du fait que cette loi avait été votée sous le premier ministre unioniste Robert Borden, les détracteurs de l'heure avancée au Québec l'appelaient parfois « l'heure de Borden¹⁶ ».

Trois-Rivières avait déjà commencé à s'éloigner de l'heure solaire locale. Cette transition avait été amorcée, en effet, avec l'arrivée des chemins de fer. En 1879, la Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Railway Co. a inauguré sa ligne de chemin de fer qui reliait Montréal et Québec en passant par Trois-Rivières. Cette ligne était exploitée à l'heure solaire locale de Montréal, qui avait environ cinq minutes de retard sur l'heure solaire locale de Trois-Rivières¹⁷. Cette compagnie de chemin de fer a reculé son horloge d'environ cinq minutes lorsque les chemins de fer nord-américains ont adopté l'heure normale de l'Est, le 18 novembre 1883. Ainsi, l'heure solaire locale à Trois-Rivières comptait dix minutes d'avance sur la nouvelle heure normale des chemins de fer (HNE).

On ignore si d'autres institutions de Trois-Rivières avaient adopté la nouvelle heure normale des chemins de fer. Les journaux de la ville n'ont pas couvert le passage de l'heure normale à l'échelle locale. Le seul groupe opposé à la mesure était le Cercle catholique du Québec. Ce groupe était actif à Trois-Rivières, mais n'avait pas organisé de campagne publiquement contre cette nouvelle mesure. Cela peut s'expliquer par le fait que personne n'était légalement tenu de respecter l'heure normale. En effet, l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique n'avait jamais défini quel ordre de gouvernement avait compétence sur l'heure (1867). Par conséquent, un grand nombre de juristes au Québec pensait que le temps était un pouvoir résiduel qui relevait du gouvernement fédéral¹⁸. Pourtant, en

16. Pour des exemples sur l'utilisation de « l'heure de Borden », voir Québec, *Débats de l'Assemblée législative*, 7 janvier 1920, 110 p. ; *La Tribune* (Sherbrooke), 28 septembre 1946, 3.

17. *International Railway and Steam Navigation Guide*, 170 (octobre 1878), 127 et 216 (juillet 1882), 204.

18. A.-A. Bruneau, « L'Heure légale », *La Presse* (19 janvier 1924) : 28. Pour un résumé d'une position juridique différente sur cette question adoptée en Ontario, voir protocole d'entente pour l'Ontario, Archives publiques de l'Ontario, RG 3 B292310, 70-G, correspondance générale du Premier ministre Leslie M. Frost, sujet : heure avancée.

dehors des périodes de guerre, le gouvernement fédéral n'a jamais réussi à exercer sa compétence en adoptant une loi sur l'heure.

Par ailleurs, avant la Première Guerre mondiale, le gouvernement du Québec n'avait jamais emboîté le pas à d'autres provinces et adopté une loi sur l'heure plus restrictive qui servirait de référence aux lois et aux institutions provinciales¹⁹. Aussi, le gouvernement municipal de Trois-Rivières n'avait pas adopté de motion établissant l'heure normale comme référence pour ses lois et activités, contrairement à Montréal et à Toronto. À défaut d'une exigence légale d'adopter l'heure normale, les autres heures sont demeurées en usage, comme le suggèrent les notes expliquant la différence entre l'heure solaire locale, l'heure moyenne (temps d'horloge) et « l'heure des trains » écrites sur des bouts de papier placés dans une boîte devant le cadran solaire du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières après sa construction en 1882²⁰. En outre, comme nous le verrons plus loin, au cours des débats sur l'heure avancée pendant les années 1920, celle-ci a été présentée en opposition à l'heure solaire ou à l'heure locale, et non à l'heure normale. Bien qu'il puisse s'agir d'un procédé de rhétorique, il se peut aussi que peu de gens aient utilisé l'heure normale avant la Première Guerre mondiale.

La mesure fédérale sur l'heure avancée a réussi à normaliser l'heure à une plus vaste échelle que jamais. Les institutions, qui auparavant n'auraient sans doute pas mis leurs pendules à l'heure normale, ont adopté la nouvelle heure imposée par le gouvernement fédéral. Le Séminaire a consigné le changement d'heure dans son annuaire²¹. *Le Bien Public*, le journal hebdomadaire catholique qui deviendra plus tard le principal opposant à l'heure avancée à Trois-Rivières, déclarait que l'heure avancée était une « supercherie légale », même s'il affirmait en 1918 être disposé à faire un essai pour constater si l'heure avancée procurait les avantages invoqués par ses promoteurs²².

Néanmoins, cette plus grande uniformité de l'heure n'allait pas durer. En 1919, après la guerre, les députés ruraux ont démontré leur force et

19. Jarrett Rudy, « Standardizing Time: the Canadian Case, 1870-1920 », Conférence donnée à la réunion annuelle de l'American Historical Association, Washington D.C., janvier 2014.

20. Les archives des Ursulines de Trois-Rivières (AUTR), Dossier Cadran Solaire III-C-02-401-2, « Table de l'équation du temps », (1897); J.-A. Moreau, « Le cadran solaire du Séminaire », *Le Ralliement*, II, 2 (novembre 1930): 23.

21. *Séminaire Saint-Joseph aux Trois-Rivières: Années Académiques* (Trois-Rivières, « le Bien-Public », 1918), 52.

22. « Les Événements: L'avance de l'Heure », *Le Bien Public* (18 avril 1918): 1; Pour une histoire récente du journal *Le Bien Public*, voir Maude Roux-Pratte, *Le Bien Public (1909-1978): un journal, une maison d'édition, une imprimerie* (Québec, Septentrion, 2013).

rejeté l'heure avancée nationale, mettant ainsi fin aux efforts du gouvernement fédéral pour imposer une heure uniforme en temps de paix²³. En 1919 et pendant les années qui ont immédiatement suivi la défaite du référendum de 1922, le gouvernement municipal de Trois-Rivières, comme la plupart des gouvernements municipaux au Québec et au Canada, a choisi de son propre chef d'instaurer l'heure avancée. Certains partisans de la mesure ont essentiellement fait écho à l'argument de M. Willett résumé plus haut, affirmant que l'heure avancée améliorerait considérablement la qualité de vie des gens. Par exemple, le journal de la petite communauté anglophone de Trois-Rivières, le *St. Maurice Valley Chronicle*, affirmait :

*The workmen will have an extra hour to till the soil of the family garden, and every householder will be anxious to grow as many of the precious vegetables as he can. The children will have more sunshine, the young people will have more daylight in which to indulge in their favourite sports ... daylight saving will again prove one of the most popular of all measures adopted by our government during the period of war*²⁴.

D'autres affirmaient qu'il était important d'adopter l'heure avancée pour se mettre à la même heure que les principaux partenaires commerciaux de la ville. Les décisions d'instaurer l'heure avancée prises à Montréal et à Québec ont été souvent invoquées comme des raisons importantes pour lesquelles Trois-Rivières devait adopter l'heure avancée, surtout par la Chambre de commerce, son partisan le plus acharné²⁵.

La mise en œuvre de l'heure avancée à l'échelle municipale présentait deux problèmes. Premièrement, le fait de s'aligner sur les plus grandes villes entraînait souvent des différences d'heure avec les régions rurales avoisinantes qui n'avaient pas adopté l'heure avancée. Après la guerre, l'Amérique du Nord est devenue un échiquier de fuseaux horaires, alors que les villes, contrairement aux régions rurales, adoptaient des motions sur l'heure avancée. Outre la limitation spatiale des ordonnances municipales sur l'heure avancée, la situation constitutionnelle de l'heure était également source de problèmes temporels. Puisque le gouvernement

23. « Urban Centres Fall in Line to Save Daylight », *Montreal Gazette* (29 mars 1919) : 1.

24. « Daylight saving in effect Sunday », *St. Maurice Valley Chronicle* (30 avril 1920) : 1. Voir aussi l'éditorial « Daylight Saving », *St. Maurice Valley Chronicle* (20 février 1920) : 4. Même si les trois premières décennies du XX^e siècle sont marquées par une renaissance de la communauté anglophone à Trois-Rivières, les francophones constituent néanmoins 93 % de la population en Mauricie. Voir R. Hardy et M. Séguin, *op. cit.*, 827.

25. Service des Archives de la Ville de Trois-Rivières (SAVTR), Comité Permanent (CP), mars 1924, G. E. Allen au Conseil de Ville des Trois-Rivières, 28 février 1924.

fédéral n'exerçait pas sa compétence, les gouvernements provinciaux et municipaux qui essayaient de proclamer l'heure avancée pouvaient seulement revendiquer le contrôle sur l'heure utilisée dans leurs propres lois et documents et sur leurs horloges. Ces gouvernements ne pouvaient pas imposer une heure légale à leurs citoyens. Cela signifie qu'au début des années 1920, certaines institutions à Trois-Rivières refusaient d'adopter l'heure avancée dans la ville, même si la municipalité avait adopté des motions en faveur de la mesure. Dans un effort de normaliser l'heure en Amérique du Nord, les compagnies de chemin de fer avaient décidé, à partir de 1920, que leurs trains passeraient à Trois-Rivières à l'heure normale. Les églises, les écoles et les bureaux du gouvernement provincial restaient également à l'heure normale, tandis que les banques, les services publics, les entreprises et les industries essayaient tous de fonctionner à l'heure avancée²⁶.

La ville de Trois-Rivières a longtemps vécu avec différentes heures. Pourtant, l'adoption sporadique de l'heure avancée a entraîné des répercussions beaucoup plus importantes que les dix minutes de différence entre l'heure locale et l'heure normale. Avec cinquante minutes de différence entre l'heure locale et l'heure avancée, l'uniformité du temps est devenue un enjeu majeur pour les deux parties à ce débat. En 1920, le *St. Maurice Valley Chronicle*, journal partisan de l'heure avancée, a déclaré dans un éditorial qu'il était important que les régions urbaines adoptent unanimement l'heure avancée de manière à minimiser « the inconvenience arising from dual time »²⁷.

En 1922, le D^r Normand, conseiller municipal de Trois-Rivières et partisan de l'heure avancée, a mis en garde le conseil municipal sur le fait que si l'industrie instaurait l'heure avancée mais pas les institutions municipales telles que les écoles, les familles perdraient leur cohérence²⁸. Les pères devraient se lever et partir au travail avant le réveil de leurs enfants. Cependant, les mères souffriraient le plus des conséquences, puisqu'elles devraient préparer deux fois le petit déjeuner : une fois pour leur mari et une fois pour leurs enfants²⁹.

26. « L'avance de l'heure », *Le Bien Public* (6 mai 1920) : 1 ; « Retour à l'heure normale », *Le Bien Public* (30 septembre 1920) : 1. « Railroads will run trains one hour earlier than now from May second », *The St. Maurice Valley Chronicle* (30 avril 1920) : 12.

27. « Daylight saving », *St. Maurice Valley Chronicle* (20 février 1920) : 4.

28. Au sujet de la structure administrative unique du système scolaire de Trois-Rivières, voir Jocelyne Murray, « Le triomphe de l'Association des citoyens lors des élections scolaires à Trois-Rivières en 1928 », dans Jean Roy et Lucia Ferretti, dir., *Nouvelles pages trifluviennes* (Québec, Septentrion, 2009), 77-99.

29. « Les citoyens sont appelés à se prononcer », *Le Nouvelliste* (22 avril 1922) : 1.

Le journal *Le Bien Public*, opposé à l'heure avancée, proposait que le gouvernement fédéral agisse « et impose de force l'unité de temps » en interdisant l'heure avancée³⁰. Le député des Cantons de l'Est W. F. Kay a présenté en 1922 un projet de loi au Parlement fédéral visant à bannir l'heure avancée dans le but d'uniformiser le temps. Le projet n'a pas été retenu. Le journal *Le Bien Public* énonça les problèmes posés (selon son point de vue) par l'absence d'uniformité du temps :

La base de toutes les relations économiques, sociales, juridiques d'une ville ou d'un pays repose sur l'unité de temps. Il faut qu'il soit midi à la même heure, et pour tout le monde à la fois ; autrement il n'y a plus d'entente possible et nous marchons en pleine incohérence³¹.

Le fait que les Trifluviens se soient appuyés sur différentes normes temporelles n'était pas la seule raison pour laquelle certains résidents de Trois-Rivières étaient opposés à l'heure avancée. En effet, *Le Bien Public* a publié différents arguments contre l'heure avancée. En 1919, juste après que le Parlement canadien eut rejeté l'heure avancée, *Le Bien Public* a déclaré que la mesure posait des problèmes juridiques aux municipalités qui s'efforçaient de mettre en œuvre leurs lois en matière de fermeture des commerces, étant donné que l'heure solaire demeurerait la référence juridique aux yeux de la loi. Cependant, cela n'était plus vrai depuis que le gouvernement provincial avait adopté la première loi officielle sur l'heure de la province en 1920, qui imposait l'heure normale comme heure de référence pour les lois du Québec³². Ce même journal a également republié un article déclarant que les statisticiens étaient, en réalité, divisés sur la question des retombées économiques de l'heure avancée³³.

Toutefois, les critiques morales étaient plus fréquentes que ces arguments juridiques et économiques. En effet, les journalistes, les institutions et l'élite de l'Église catholique étaient les plus farouches opposants à l'heure avancée à Trois-Rivières. À l'échelle provinciale, cette dernière avait commencé à s'opposer publiquement à l'heure avancée en mars 1921, alors que l'évêque de Québec écrivait au conseil municipal de la ville de Québec pour exprimer sa désapprobation. À partir de ce moment, l'opposition continua de se répandre, d'abord par le biais de la Confédé-

30. « L'avance de l'heure », *Le Bien Public* (6 mai 1920) : 1.

31. « L'heure Solaire », *Le Bien Public* (4 mai 1922) : 1.

32. « Le camouflage de l'heure et l'heure légale », *Le Bien Public* (3 avril 1918) : 1 ; « L'avance de l'Heure », *Le Bien Public* (18 avril 1918) : 1 ; 10 George V Chap. 11, Statuts de Québec ; Rudy, « Standardization of Time in Quebec. »

33. « L'avance de L'Heure, » *Le St-Laurent* republié dans *Le Bien Public*, 13 mars 1923, 8.

ration des travailleurs catholiques du Canada qui, lors de sa conférence inaugurale en 1921, adopta une position contre l'heure avancée, puis par le refus des conseils municipaux de mettre en œuvre cette même mesure³⁴.

Jusqu'à un certain point, l'opposition catholique était inspirée des critiques antimodernes contre l'heure avancée. La position antimoderne affirmait que l'heure avancée marquait le rejet d'un ordre temporel vieux de 6000 ans créé par Dieu. À Trois-Rivières, certains documents privés attestent de l'existence d'un tel point de vue. Par exemple, en 1940, l'auteur de l'ouvrage *Les annales du monastère des Ursulines de Trois-Rivières* qualifiait l'imposition de l'heure avancée à la population par le gouvernement fédéral de « conséquences d'un siècle à l'envers »³⁵. Cet argument a également été invoqué par des journaux catholiques tels que *La Croix* à Montréal ainsi que par certains prêtres de Sherbrooke. Mais à Trois-Rivières, peu de discours publics relatés par les journaux en témoignent. Le seul exemple repéré est un article, initialement paru dans le journal *Le Canadien* et reproduit dans *Le Bien public*, affirmant que l'heure solaire locale avait très bien fonctionné au cours des 6000 dernières années et que ce n'était qu'au XX^e siècle que l'« argent » avait réussi à saborder cet ordre naturel au détriment des masses³⁶. Les opposants à l'heure avancée ont également exagéré l'importance de l'heure solaire pour le quotidien des Trifluviens, affirmant qu'elle était à la fois l'heure légale et l'heure à laquelle vivaient la majorité de la population. Bien que fausses, ces affirmations opposant nature et heure avancée confortaient ceux qui croyaient que cette mesure, tout comme la modernité dans son ensemble, n'était pas naturelle³⁷.

Mais l'argument selon lequel l'heure avancée servait uniquement la volonté d'une minorité nantie et flamboyante de s'adonner à des loisirs était beaucoup plus présent dans *Le Bien Public* et parmi les représentants de l'Église catholique de Trois-Rivières. Ceux-ci prétendaient qu'un groupuscule de « petits messieurs » égoïstes voulaient bénéficier de plus de temps le soir pour jouer au golf ou conduire leur voiture³⁸. Selon certains articles réédités dans *Le Bien Public*, ces escapades en automobile se terminaient autant par des visites au garage qu'au confessionnal. L'heure

34. J. Rudy, « Do You Have the Time? », *loc. cit.*, 544.

35. AUTR, III-C-02-328, *Les annales du monastère des Ursulines de Trois-Rivières*, p. 79, 1940.

36. C. Adams, « L'avance de l'heure », *Le Canadien* republié dans *Le Bien Public* (13 mars 1923) : 1-2.

37. J. Rudy, « Do you have the time? », *loc. cit.*, 545 ; « L'Heure Solaire », *Le Bien Public* (4 mai 1922) : 1.

38. Charles Castel, « Contre, Contre, Contre », *Le Courrier de St-Hyacinthe* republié dans *Le Bien Public* (13 mars 1923) : 1.

avancée avait la préférence de « ceux qui peuvent se lever à n'importe quelle heure dans l'avant-midi et qui emploient leurs soirées dans des veilles de danse ou de sauteries plus ou moins inavouables³⁹ ».

Ces arguments selon lesquels l'heure avancée profitait seulement aux riches et que ceux qui préféraient cette mesure étaient le genre de personnes qui appréciaient les activités de loisir immorales étaient fréquents dans toute l'Amérique du Nord⁴⁰. Ces opposants à l'heure avancée affirmaient ensuite que les riches soutenaient l'heure avancée au détriment de la classe ouvrière. La question des conséquences de l'heure avancée sur le sommeil était également soulevée. *Le Bien Public* a souvent affirmé que le fait de se réveiller à quatre heures au lieu de cinq heures le matin ne constituait pas un changement acceptable pour les ouvriers⁴¹.

Toutefois, le principal enjeu public pour les opposants de l'heure avancée qui entretenaient des liens institutionnels étroits avec l'Église catholique à Trois-Rivières concernait les conséquences de l'heure avancée sur le sommeil des enfants. *Le Bien Public* a clairement exprimé cette position : la chaleur de l'été et le soleil faisaient en sorte qu'il était difficile de coucher les enfants à sept heures au lieu de huit, alors que ceux-ci devaient néanmoins se réveiller une heure plus tôt, comme tout le monde. Et tous ne seraient pas en mesure de « rétablir l'équilibre compromis » par la perte de sommeil⁴².

Pour de nombreuses personnes, ces préoccupations concernant les conséquences de l'heure avancée sur les enfants rendaient l'enjeu important pour les femmes⁴³. En effet, partout où les débats avaient cours au Canada, les positions à l'égard de l'heure avancée étaient différenciées selon le sexe. Dans certains endroits, les femmes s'exprimaient dans les assemblées publiques ou par le biais de pétitions en qualité de mères ou d'enseignantes inquiètes que les enfants puissent bénéficier de suffisamment de sommeil pour bien grandir⁴⁴. Toutefois, la différenciation de

39. C. Adams, « L'avance de l'heure », *Le Canadien* republié dans *Le Bien Public* (13 mars 1923) : 1-2.

40. M. O'Malley, *loc. cit.*, 256-312.

41. « Le camouflage de l'heure », voir aussi « L'Heure Solaire », *Le Bien Public* (4 mai 1922) : 1 et « L'Avance de L'Heure », *Le St. Laurent* republié dans *Le Bien Public* (13 mars 1923) : 8.

42. *Ibid.*

43. Pour un autre exemple au Québec, voir « Ouvriers contre l'avance de l'heure », *La Tribune* (Sherbrooke) (5 avril 1922) : 3 et « Le clergé en faveur du maintien de l'heure », *La Tribune* (Sherbrooke) (11 avril 1922) : 3.

44. Archives de la Ville de Toronto, RG1, B2, boîte 8, Pétition de M^{me} W.W. Miller et autres, contre l'heure avancée, présentée par Ald. Blackburn, 19 mars 1923 ; Archives de la ville de Kitchener, PV, Conseil de Ville, « Sec'y Mothers Class re : Daylight Saving », 1^{er} mai 1922. « Another objection », *Kitchener-Waterloo Record* (20 mai 1922) : 1. Pour un exemple au Québec, voir l'intervention du Montreal Women's

l'heure avancée selon le sexe a eu des conséquences différentes à Trois-Rivières qu'ailleurs au Québec et au Canada.

Pour clarifier le point de vue de la majorité sur l'heure avancée, le conseil municipal de Trois-Rivières a demandé à tous ses citoyens, hommes et femmes âgés de 21 ans et plus, de voter à voix ouverte dans le cadre d'un référendum tenu les 26 et 27 avril 1922 afin de déterminer s'ils étaient pour ou contre l'heure avancée⁴⁵. La ville de Trois-Rivières allait organiser un référendum similaire quinze ans plus tard, donnant une fois de plus le droit de vote à toutes les femmes âgées de 21 ans et plus. Dans les autres parties de la province, les opposants à l'heure avancée s'interrogeraient en vain sur le bien-fondé d'accorder le droit de vote aux femmes dans les référendums sur cette question, mais aucune personne non autorisée à voter auparavant n'a reçu le droit de vote⁴⁶.

Cette situation était extraordinaire. Les femmes de Trois-Rivières pouvaient voter aux élections fédérales, mais pas aux élections provinciales et certaines avaient le droit de voter aux élections municipales parce que la *Loi accordant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves en matières municipales et scolaires* de 1892 avait permis aux veuves et aux femmes célibataires propriétaires d'un bien immobilier ou locataires de voter⁴⁷. Et ces femmes ne manquèrent pas de l'exercer. En décembre 1915, s'agissant de la prohibition de l'alcool, M^{gr} Cloutier, évêque de Trois-Rivières, louait « l'héroïsme de nos femmes chrétiennes des Trois-Rivières qui n'ont pas hésité à braver toute les avanies pour aller enregistrer un vote dicté par une conscience saine et éclairée⁴⁸ ».

Le nombre de femmes ayant obtenu le droit de vote aux référendums de 1922 et de 1937 a largement dépassé le groupe autorisé par la loi de 1892 et qui avait voté en 1915. Les référendums sur l'heure avancée ont repoussé les limites de la démocratie municipale au Québec. L'élargissement du droit de vote était une question intensément controversée à cette époque. Tout

Club dans « Crowds Storm City Hall for Daylight Saving Discussion », *Montreal Herald* (3 mars 1923) : 1 ; « Verdun Wants Summer Time », *Montreal Herald* (27 mars 1923) : 2. Pour des sœurs religieuses à Montréal, voir les pétitions au dossier 14345, Archives de Montréal, Fonds VM1 (Conseil de Ville), 3^e série (Dossiers et documents).

45. SAVTR, PV, Conseil de Ville, 24 avril 1922, 216.

46. Pour de plus amples réflexions sur la décision d'accorder le droit de vote aux femmes à l'occasion des référendums de la ville de Québec, voir « Le gâchis de l'heure », *L'Action catholique* (29 mars 1924) : 18. Pour Montréal, voir J. Rudy, « Do You Have the Time? », *loc. cit.*, 550. Le seul exemple d'extension du droit de vote est le village de La Tuque en Mauricie. Voir « Daylight Saving », *St. Maurice Valley Chronicle* (19 mai 1922) : 3.

47. Victoria 56, Cap. 35, Statuts de Québec (1892).

48. « La prohibition approuvée par le peuple », *Le Bien Public* (9 décembre 1915) : 1.

au long de l'entre-deux-guerres, les féministes ont exercé des pressions sur le gouvernement provincial pour qu'il accorde le droit de vote aux femmes et se sont heurtées à l'opposition farouche de l'Église catholique. En 1922, en même temps que les débats sur l'heure avancée, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste a mené une campagne très remarquée pour le droit de vote des femmes au niveau provincial, pour se faire rabrouer par une intense campagne entreprise par l'Église catholique contre un tel projet. M^{sr} François-Xavier Cloutier a même écrit à Marie Gérin-Lajoie pour s'opposer à cette campagne au niveau provincial⁴⁹.

La contribution de l'Église catholique de Trois-Rivières à l'extension du droit de vote à toutes les femmes à l'occasion des référendums sur l'heure avancée est particulièrement choquante. Le puissant Ubald Marchand, vicaire-général et grand chancelier du diocèse, a mis au point un système spécial pour permettre aux membres masculins et féminins des communautés religieuses de voter, en autorisant tous les ordres (même les ordres cloîtrés) à le faire dans des bureaux installés à l'intérieur de leurs bâtiments. Suivant ce plan, le supérieur ou directeur de l'institution préparait une liste de tous ses membres âgés d'au moins 21 ans avec une colonne pour les votes négatifs et une colonne pour les votes positifs⁵⁰. L'Église voulait utiliser ce système pour les deux référendums sur l'heure avancée de Trois-Rivières (1922 et 1937), mais en 1937, un responsable de la ville a exigé la tenue d'un vote secret, contrairement au référendum de 1922, où les votes étaient exprimés de vive voix⁵¹. Le clergé affirmait que les femmes, et plus particulièrement les religieuses, souhaitent se prononcer sur la question de l'heure avancée en raison de ses conséquences sur le sommeil des enfants. Au cours du deuxième référendum sur l'heure avancée de 1937, Henri-Paul Pellerin, chancelier auprès de l'Évêché de Trois-Rivières, a expliqué que, tout comme en 1922, «les religieuses sont intéressées à la question de l'avance de l'heure tant pour elles-mêmes que pour les enfants dont la plupart ont la charge, en temps scolaire⁵²».

La couverture de ces référendums dans la presse laisse transparaître différents degrés de malaise à l'égard du vote des femmes. Le silence sur cette question dans le journal opposé à l'heure avancée, *Le Bien Public*, est

49. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Montréal, Collection Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal P783, S2, SS5.

50. «La majorité contre l'avance de l'heure», *Le Nouvelliste* (26 avril 1922): 1.

51. SAVTR, Henri-P. Pellerin aux membres du Conseil de la cité des Trois-Rivières, 1^{er} mars 1937, CP 1 mars 1937; AUTR, Les annales du monastère des Ursulines du Trois-Rivières, III-C-02-326, 35.

52. SAVTR, Henri-P. Pellerin au Conseil de la cité des Trois-Rivières, CP, 1^{er} mars 1937.

éloquent, quoique sans doute peu surprenant. Après tout, ce journal affichait depuis longtemps sa position contre le droit de vote des femmes⁵³. Le quotidien de Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, ne présente pas plus d'évaluation de l'importance du vote des femmes. À l'inverse, le journal partisan de l'heure avancée, *St. Maurice Valley Chronicle*, s'y est violemment opposé.

Après le vote, cet hebdomadaire a déclaré que le référendum était : « One of the most farcical events ever staged in the City of Three Rivers. » Si ses critiques dénonçaient en partie le fait que les anglophones n'avaient pas été bien informés sur le vote, les accusations les plus cinglantes visaient le vote des femmes. Après avoir visité les bureaux de vote, le journaliste du *Chronicle* affirmait que neuf électeurs sur dix étaient des femmes qui votaient toutes contre la mesure, tandis que tous les hommes d'affaires se prononçaient en sa faveur⁵⁴.

Le *Chronicle* était particulièrement critique à l'égard du déroulement du référendum de 1922, sans doute parce que le projet avait été rejeté. Sur 3033 électeurs, 786 avaient voté pour la mesure tandis que 2247 s'étaient prononcés contre. L'heure avancée fut donc rejetée par 1461 voix. Les communautés religieuses avaient massivement voté contre ; seulement 2 hommes sur les 738 membres s'étant prononcés en sa faveur. Malgré cette unanimité, le vote des communautés religieuses ne suffit pas pour expliquer la défaite. Il n'est pas non plus certain que ce soit les femmes qui aient réussi à faire pencher la balance de façon aussi déterminante. Un examen rapide des registres électoraux révèle que les femmes en dehors des communautés religieuses ont voté (à haute voix) pour les deux camps⁵⁵. Les règles de suffrage extraordinaires ne suffisent donc pas pour expliquer cette énorme défaite. À l'époque, la majorité de la population trifluvienne était effectivement opposée à l'heure avancée.

Les résultats du référendum ne pouvaient être plus clairs, cependant la volonté des électeurs ne serait pas respectée. Comme nous l'avons expliqué plus haut, les municipalités disposaient seulement de pouvoirs limités pour imposer l'heure légale. Avant même le référendum, les principales industries de Trois-Rivières avaient déjà déclaré leur intention d'instaurer l'heure avancée quelle que soit l'issue du vote. En effet, *Le Nouvelliste* avait publié le nom de ces entreprises (y compris Three Rivers Traction, Wabasso Cotton, St-Maurice Lumber, Wayuagamack Paper,

53. Voir, par exemple, « Le Vote des femmes », *Le Bien Public* (18 avril 1918) : 1.

54. « Industries and stores to operate on new time », *St. Maurice Valley Chronicle* (28 avril 1922) : 1.

55. SAVTR, Cahiers de votation, CP avril 1922.

Canada Iron Foundries et Riverside Manufacturing Co., pour ne citer que quelques exemples illustres) et de leurs directeurs ainsi que leur entente en vue d'instaurer l'heure avancée plusieurs jours avant le référendum⁵⁶. Fidèles à leur parole, ces entreprises ainsi que la plupart des commerçants de Trois-Rivières ont instauré l'heure avancée trois jours après le vote⁵⁷.

Cette action marque un premier exemple de ce qu'on appellera plus tard l'approche « volontariste » face à l'heure avancée, où les entreprises ignoraient les résolutions ou les référendums municipaux pour mettre en place l'heure avancée, obligeant ainsi leurs employés, leurs familles et leurs réseaux commerciaux à adopter la nouvelle norme temporelle. Outre à Trois-Rivières, les industriels ont adopté cette approche pendant l'entre-deux-guerres à Shawinigan (1922), à Sherbrooke (1922), à Saint-Jean (1922) et à Montréal (1923), tandis que Rimouski (1935), Saint-Hyacinthe (1936) et Huntingdon (1941) ont menacé d'y recourir⁵⁸.

Les conséquences de l'approche volontariste ont été clairement constatées à Trois-Rivières. La confusion qui en a résulté a alimenté les discussions pendant de nombreuses années⁵⁹. Dans l'ensemble, les institutions sous contrôle provincial (les tribunaux et le bureau d'enregistrement) restaient à l'heure normale, tandis que le bureau de poste (qui, selon sa politique, aurait dû respecter l'heure locale) avait instauré l'heure avancée⁶⁰. Les principales industries de Trois-Rivières avaient toutes adopté l'heure avancée. Les banques avaient quant à elles signé la déclaration des entreprises et adopté l'heure avancée, mais après lecture d'une lettre du gouvernement fédéral lors d'une rencontre des directeurs, elles décidèrent de rester à l'heure normale⁶¹. Pour ajouter à la confusion, le gouvernement municipal de Cap-de-la-Madeleine (village presque entouré par la municipalité de Trois-Rivières) opta pour l'heure avancée⁶². Au bout de deux semaines, le conseil municipal de Trois-Rivières avait perdu sa

56. « Ils auront l'avance de l'heure d'été », *Le Nouvelliste* (24 avril 1922) : 1.

57. « Les marchands vont adopter l'heure d'été » et « Le "Nouveliste" adoptera l'heure avancée », *Le Nouvelliste* (29 avril 1922) : 1.

58. Au sujet de Shawinigan, voir « La Ville obtient 99,667 pour ses Débentures », *L'Echo du St-Maurice* (4 mai 1922) : 1 et « Daylight Saving », *St. Maurice Valley Chronicle* (5 mai 1922) : 3 ; Au sujet de Saint-Jean et de Sherbrooke, voir « Chronique Diocesaine », *Le Messager de St. Michel de Sherbrooke* (7 mai 1922) : 2 ; Archives de la Ville de Rimouski, CP, 20 avril 1935, H. M. Wilson au maire et conseil de ville de Rimouski ; « D.S.T. Move Defeated », *Montreal Gazette* (18 janvier 1941) : 19.

59. « Les marchands vont adopter l'heure d'été » et « Le "Nouveliste" adoptera l'heure avancée », *Le Nouvelliste* (29 avril 1922) : 1.

60. « Les services publics et l'heure d'été », *Le Nouvelliste* (1^{er} mai 1922) : 1.

61. « Les marchands vont adopter l'heure d'été », *Le Nouvelliste* (29 avril 1922) : 1 ; « Les banques dans le statu quo », *Le Nouvelliste* (2 mai 1922) : 3.

62. « L'avance de l'heure est adoptée hier », *Le Nouvelliste* (2 mai 1922) : 3.

détermination de respecter la volonté du peuple et vota à l'unanimité pour l'adoption de l'heure avancée⁶³.

Les opposants à l'heure avancée ont interprété le défaut de respecter les résultats du référendum de deux façons. Certains l'ont interprété en termes d'inégalité des relations de classe. Peu après que le gouvernement municipal eut adopté l'heure avancée, un groupe d'ouvriers en colère protesta devant le conseil municipal. La répression des mouvements de grève après la Première Guerre mondiale étant encore fraîche dans les mémoires, le conflit de classes résonnait dans les déclarations de leur porte-parole : « C'est le gros qui veut manger le petit. Si c'était le travail organisé qui faisait la même chose, la police serait sur pied pour nous bâillonner. Mais tout est permis aux manufacturiers⁶⁴. »

D'autres ont interprété la décision d'ignorer les résultats comme un mépris pour la démocratie. Dans un article publié une semaine après le référendum, le rédacteur en chef du journal *Le Bien Public*, Joseph Bernard, a demandé : « Et alors, pourquoi ne pas en convenir et se soumettre de bonne grâce au vœu légalement exprimé de la majorité⁶⁵. » La conviction que la démocratie avait été trahie constitue une interprétation fréquente des conflits entourant l'heure avancée au Québec. Alors qu'en 1922 l'approche volontariste à l'imposition de l'heure d'été a soulevé des questions de classe à Trois-Rivières, ce ne fut pas le cas lorsque cette approche a été utilisée à Montréal en 1923,

À Montréal, certains opposants à l'heure avancée affirmaient que la minorité anglophone n'avait pas respecté la volonté de la majorité francophone. En réalité, si certains des partisans les plus visibles de la mesure étaient effectivement anglophones, la situation de la ville était beaucoup plus compliquée (une grande majorité des anglophones était en faveur de l'heure avancée tandis que les francophones étaient divisés)⁶⁶.

Il aurait été compréhensible que les opposants à l'heure avancée à Trois-Rivières parviennent à une conclusion similaire que ceux de Montréal. En effet, le *St. Maurice Valley Chronicle* se démarque comme étant le seul

63. « Notre ville sur le régime de l'heure avancée », *Le Nouvelliste* (16 avril 1928) : 3 ; « Nous aurons l'heure d'été », *Le Nouvelliste* (17 avril 1928) : 4.

64. « C'est donc que ce référendum était inutile ? », *Le Nouvelliste* (2 mai 1922) : 8. Bien que l'étude du syndicalisme à Trois-Rivières n'en soit qu'à ses débuts, ceux qui veulent en savoir plus peuvent consulter R. Hardy et M. Séguin, *Histoire de la Mauricie...*, op. cit., 721-739 et Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois* (Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989) : 71-152. Pour prendre conscience du sentiment d'amertume à l'égard des inégalités de traitement des ouvriers par la police au Canada, voir Craig Heron, dir., *The Worker's Revolt in Canada, 1917-1925* (Toronto, University of Toronto Press, 1998).

65. Joseph Bernard, « L'heure solaire », *Le Bien Public* (4 mai 1922) : 1.

66. J. Rudy, « Do You Have the Time ? », loc. cit., 549-552.

à soutenir ouvertement l'heure avancée au sein de la municipalité. Son soutien a sans doute attiré encore plus l'attention du fait qu'aucun journal francophone n'a publié d'article en faveur de l'heure avancée en 1922. De plus, la Chambre de commerce de Trois-Rivières, groupe qui militait le plus activement en faveur de l'heure avancée, était essentiellement une institution anglophone. Aussi, les noms des directeurs des entreprises signataires de l'entente visant à ne pas respecter les résultats du référendum étaient également en grande majorité anglophones (seuls deux des seize directeurs avaient des noms francophones). Même si les noms figurant sur une deuxième liste, cette fois de commerçants et d'importants « contribuables » en faveur de l'heure avancée, publiée dans les journaux juste après le référendum, étaient majoritairement francophones, l'image du pouvoir anglophone est palpable tout au long de ce référendum⁶⁷. Pourtant, ceux qui ont contesté l'adoption d'une telle mesure en 1922 estimaient qu'il s'agissait d'un problème de classe et de démocratie, et non de pouvoir ethnolinguistique.

Le manque de respect à l'égard de la volonté de la majorité en 1922 semble être à l'origine du deuxième référendum sur l'heure avancée tenu à Trois-Rivières en 1937. Après le chaos qui a suivi celui de 1922, la ville a instauré l'heure avancée chaque été. Toutefois, en 1937, le conseiller municipal Armand Gauthier a invoqué les résultats du référendum de 1922 pour lancer un nouveau débat qui fut résolu par le décret de la tenue d'un deuxième référendum⁶⁸.

Pourtant, les résultats de 1922 ne se sont pas répétés. Sur les 6014 suffrages exprimés, 3902 se sont prononcés pour et 2079 contre (33 votes annulés)⁶⁹. Les partisans de l'heure avancée étaient presque deux fois plus nombreux que les opposants. En 1937, certains ont dû croire qu'il fallait se rendre à l'évidence : toutes les grandes régions urbaines de la province utilisaient désormais l'heure avancée. Les derniers bastions étaient tombés au milieu des années 1930 : les conseils municipaux de Rivière-du-Loup (1934) et de Rimouski (1935) avaient adopté une motion en ce sens et les citoyens de Saint-Hyacinthe avaient voté en faveur de la mesure en 1936,

67. « Ils auront l'avance de l'heure d'été », *Le Nouvelliste* (22 avril 1922) : 1 ; « Les marchands vont adopter l'heure d'été », *Le Nouvelliste* (29 avril 1922) : 1.

68. « Referendum to decide whether city shall have summer time », *St. Maurice Valley Chronicle* (18 février 1937) : 1.

69. SAVTR, CP, 8 mars 1937, Relevé du vote sur le référendum de l'avance de l'heure tenu à l'Hôtel de Ville des Trois-Rivières du 1^{er} au 4 mars 1937.

après cinq échecs référendaires (1922, 1924, 1925, 1929, 1931)⁷⁰. Certains électeurs avaient peut-être le sentiment d'empêcher l'uniformité du temps dans leur province en s'opposant à l'heure avancée dans l'isolement. Ils avaient peut-être aussi le sentiment que voter contre l'heure avancée empêchait l'uniformité du temps au sein même de leur ville. En 1922, les industries de la ville avaient ignoré la volonté populaire sur la question. Pourquoi n'en feraient-elles pas de nouveau autant ?

Plusieurs autres raisons expliquent la différence de résultats. À l'échelle locale, ceux qui s'étaient opposés à l'heure avancée en 1922 n'étaient plus là quinze ans plus tard. À l'heure du deuxième référendum, *Le Bien Public*, qui était le plus opposé à l'heure avancée à Trois-Rivières, était dirigé par une nouvelle équipe qui avait entamé un processus de « modernisation et de rentabilisation »⁷¹. En 1937, le journal n'a pas publié d'éditoriaux contre l'heure avancée à la une comme dans les années 1920 lorsque Joseph Bernard était rédacteur en chef. En 1937, Ubaldo Marchand (1863-1923), vicaire-général, grand chancelier du diocèse et organisateur du système permettant aux membres des communautés religieuses de voter, était décédé. Les nouveaux dirigeants de l'Église n'étaient peut-être pas aussi efficaces ou intéressés à convaincre le conseil municipal de se détourner des règles d'élections normales. En effet, le système de vote mis en place par le vicaire-général Marchand n'a pas été utilisé pendant le référendum de 1937 et même si les membres de la communauté ecclésiastique continuaient de voter dans des bureaux dans leur couvent, le vote était à présent secret⁷².

En 1937, l'heure avancée avait trouvé de nouveaux partisans à Trois-Rivières. Le journal *St. Maurice Valley Chronicle* attribuait la victoire de l'heure avancée aux « indoor workers », soit les employés de bureau, les sténographes, les avocats, les médecins et les fabricants de papier. Selon le *Chronicle*, ces travailleurs en étaient venus à « appreciate their extra hour of sunlight » et avaient voté en faveur de l'heure avancée⁷³. Pourtant, bon nombre de ces cols blancs correspondaient exactement au stéréotype des personnes qui avaient déjà voté en faveur de la mesure en 1922. Il est en revanche plus probable que les nouveaux partisans de l'heure avancée

70. « Un comité de l'avance de l'heure », *Le Clairon* (1^{er} mai 1936) : 1 ; Archives de la Ville de Rivière-du-Loup, PV, 5 mai 1934 ; Archives de la Ville de Rimouski, PV, 28 avril 1935.

71. André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours, Tome quatrième, 1896-1910* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1979), 312.

72. « A Speechless election », *St. Maurice Valley Chronicle* (4 mars 1937) : 1.

73. « Believe referendum will show majority for daylight saving », *St. Maurice Valley Chronicle* (4 mars 1937) : 1.

émanaient surtout de la classe ouvrière. Contrairement à l'opposition des ouvriers à l'heure avancée qui avait caractérisé le premier référendum, des sections locales du syndicat International Brotherhood of Pulp, Sulphite and Paper Mill Workers envoyèrent des motions unanimes au conseil municipal demandant d'instaurer l'heure avancée. Les syndicats affirmaient que dans la mesure où un ouvrier était enfermé dans une usine pendant huit à dix heures par jour, il pouvait utiliser cette heure supplémentaire pour « vaquer à ses occupations personnelles aussi bien qu'au divertissement de sa famille⁷⁴... ».

Bien qu'il soit difficile de déterminer avec précision la nature de ces « occupations personnelles » et du « divertissement de sa famille », soulignons que cet argument rejoint l'idée de loisirs respectables mise de l'avant par William Willett lorsqu'il lança l'idée de l'heure avancée en 1907. Pourtant, ces arguments n'avaient pas séduit les ouvriers de Trois-Rivières en 1922. Ce sont surtout les occasions de « divertissement » qui avaient changé. Trois-Rivières connaissait ce que l'historien Mario Bergeron a appelé l'« âge d'or des salles de cinéma » de la ville, marquée par une vague d'ouvertures de nouvelles salles dans les quartiers ouvriers de la ville⁷⁵. Et si cette heure supplémentaire permettait peut-être de profiter de la soirée en allant voir un film, c'est probablement la radio qui a changé l'opinion au sujet de l'heure avancée. Jusqu'à la création de la station de radio CHLN à Trois-Rivières en 1937, les auditeurs de la ville écoutaient des émissions diffusées à partir de Montréal et Plattsburgh, respectivement depuis 1923 et 1933, toutes deux à l'heure avancée⁷⁶. La radio est entrée directement dans les foyers, régulant le temps dans l'espace privé de façon beaucoup plus agréable que les cloches des églises ou les sifflets des usines⁷⁷. La pétition du syndicat montre que les ouvriers de Trois-Rivières, comme ceux d'ailleurs en Amérique du Nord à la même

74. SAVTR, CP, 8 mars 1933, Résolution adoptée par le Local 163 de Trois-Rivières, 19 février 1937, et résolution du St. Lawrence Local 136, 24 février 1937.

75. Mario Bergeron, « Histoire des salles de cinéma de Trois-Rivières », dans J. Roy et L. Ferretti, dir., *Nouvelles Pages Trifluviennes...*, op. cit., 302.

76. René Hardy, « Regards sur la culture et les institutions culturelles » dans R. Hardy et M. Séguin, dir., *Histoire de la Mauricie...*, op. cit., 813 ; J. Rudy, « Do You Have the Time? », loc. cit., et *Plattsburgh Daily Republican* (26 mai 1933) : 4.

77. L'utilisation de la radio dans la campagne de Franklin Roosevelt témoigne de son pouvoir culturel. Voir Douglas B. Craig, *Fireside Politics : Radio and Political Culture in the United States, 1920-1940* (Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2000).

époque, commençaient à revendiquer leur part des avantages du capitalisme industriel et donc un temps de loisir respectable⁷⁸.

Avec la victoire du référendum de 1937, l'heure avancée ne constituait plus un important enjeu politique à Trois-Rivières. La ville avait définitivement adopté le système de l'heure normale qui s'enracinait dans le monde entier. Tout au long des débats, les partisans de l'heure avancée soutenaient que la mesure était un signe de progrès – que les gens pouvaient faire meilleur usage de la lumière du jour pour augmenter leur temps de loisir et réduire leurs frais d'électricité. Cet argument constituait un élément déterminant du nouveau discours prépondérant sur la modernité, c'est-à-dire que le changement technologique (l'adoption de masse de l'horloge) pouvait améliorer la société. De plusieurs façons, les débats entourant l'heure avancée nous aident à réfléchir sur le déroulement de ce processus au Québec.

Le fédéralisme canadien a déterminé la manière dont l'heure avancée a été instituée dans les municipalités du Québec telles que Trois-Rivières. L'État canadien a été fondé avant la prédominance des avancées technologiques dans les domaines des communications et de l'industrie qui rendaient possible l'heure avancée. Lorsque les Canadiens et les Québécois se sont montrés divisés sur la question de l'heure avancée et par conséquent de la norme temporelle à adopter, le fédéralisme canadien n'a pas facilité la normalisation du temps et l'avènement de l'heure avancée a créé une mosaïque de fuseaux horaires dans tout le Canada. Des gouvernements municipaux tels que Trois-Rivières, qui disposaient de pouvoirs constitutionnels limités sur l'heure, se sont efforcés de partager la même norme temporelle que celle en vigueur dans les villes de leurs principaux partenaires commerciaux. Confrontés à la montée de l'opposition démocratique à l'heure avancée, les gouvernements municipaux n'avaient pas la compétence constitutionnelle d'imposer la volonté de la majorité à leur population. Par conséquent, les citoyens étaient libres d'utiliser l'heure normale ou l'heure avancée. Toutefois, seuls les plus puissants sur le plan économique pouvaient se prévaloir de cette liberté et imposer leur norme temporelle aux autres par l'entremise des institutions sous leur contrôle⁷⁹.

78. Cette dernière phrase est inspirée de Craig Heron, « Idleness and the Misuse of Time in Canada » présenté lors de la réunion annuelle de la Société historique du Canada, juin 2013, University of Victoria, 2013.

79. La relation historique entre les libertés individuelles et le pouvoir économique fait partie d'un domaine en expansion d'études critiques sur l'histoire du libéralisme. Les importants travaux qui traitent du Québec publiés récemment comprennent Martin Petitclerc, « À propos de ceux qui sont en dehors de la société », « L'indigent et l'assistance publique au Québec dans la première moitié du XX^e siècle »,

L'exemple de l'heure avancée à Trois-Rivières permet également de mieux comprendre l'opposition au suffrage féminin au Québec, et cela de deux façons. Tout d'abord, il met en évidence l'opposition de l'Église catholique au vote des femmes. La promotion du vote des religieuses par l'Église catholique et son silence sur l'élargissement du droit de vote à toutes les femmes âgées de plus de 21 ans à l'occasion des référendums sur l'heure avancée constituent une contradiction frappante avec ses efforts concomitants pour saborder le mouvement féministe revendiquant le droit de vote des femmes. Mais au-delà de cette contradiction interne, il convient de souligner que l'Église ne souhaitait pas que les femmes s'expriment publiquement contre l'heure avancée. Aucune religieuse ne s'est prononcée sur la place publique. L'Église favorisait une critique maternaliste de l'heure avancée et continuait ainsi de promouvoir un point de vue traditionnel du rôle des femmes au sein de la société québécoise. Deuxièmement, les comptes rendus des campagnes pour le suffrage au Québec accordent, à juste titre, une grande place à l'opposition de l'Église catholique. Toutefois, ce point de vue historiographique vient éclipser la position des anglophones conservateurs du Québec, tels que ceux qui se sont prononcés dans les référendums de Trois-Rivières, qui s'opposaient au droit de vote des femmes et qui voyaient d'un mauvais œil que les femmes jouent un rôle dans la sphère publique.

La question générale du droit de vote accordé aux femmes dans les référendums sur l'heure avancée démontre à quel point les débats sur la normalisation de l'heure étaient profondément influencés par le contexte social et culturel. En effet, Trois-Rivières est l'une des rares villes à avoir accordé aux femmes le droit de voter sur cette question. Mais la question du suffrage féminin n'était pas le seul débat qui distinguait le processus de normalisation du temps à Trois-Rivières, même dans le contexte québécois. Le conflit de classes et les préoccupations ethnoлингuistiques y ont joué un rôle différent. Même si l'heure avancée comptait des partisans anglophones et francophones, les anglophones se démarquaient par leur soutien à la mesure. Pourtant, personne à Trois-Rivières n'a joué publiquement la carte linguistique. Et si le maternalisme peut être interprété

comme une préoccupation pour l'avenir de la nation, cet argument n'a jamais été explicitement avancé. Au lieu de cela, certaines des premières différences d'opinion sur l'heure avancée ont été conceptualisées comme des questions de classes et de pouvoir économique.

Les ouvriers qui critiquaient l'heure avancée et le mépris envers leurs convictions ne faisaient pas des gestes antimodernes. Ils s'efforçaient d'affirmer que les relations de pouvoir derrière le discours moderniste ne servaient pas leurs intérêts. Leurs convictions ont évolué avec le temps et en 1937, certains ouvriers syndiqués étaient disposés à soutenir publiquement l'heure avancée et à changer leur vote pour soutenir la mesure. À ce stade, une masse critique de membres de la classe ouvrière avait investi sa vie dans le système industriel. Ce système comprenait les syndicats, qui luttaient pour le droit de bénéficier d'un temps de loisir respectable et défendaient un changement d'heure régulier à l'automne et au printemps. Le changement de leur vote a donc conféré une plus grande cohérence au projet moderniste : les convictions modernistes entourant la nécessité de respecter la volonté démocratique de la majorité concordaient avec les espoirs modernistes à l'égard des bienfaits de l'heure avancée.

Traduction : Cécile Laziteau